

Migration et développement - Abrégé 3

Groupe des perspectives de développement, Équipe Migration et envois de fonds

29 novembre 2007

Tendances des envois de fonds en 2007

Dilip Ratha, Sanket Mohapatra, K. M. Vijayalakshmi, Zhimei Xu¹

Le montant officiel des envois de fonds à destination des pays en développement devrait atteindre 240 milliards de dollars en 2007 selon les estimations. Le montant réel est encore plus élevé si l'on tient compte des envois de fonds non déclarés. La quasi-stagnation des envois de fonds à destination du Mexique et leur ralentissement dans les autres pays d'Amérique latine ont contribué à une croissance ralentie des envois de fonds. Les envois de fonds à destination des pays en développement ont cependant continué d'augmenter à la faveur de la croissance robuste en Europe et en Asie. L'utilisation récente du téléphone portable et d'instruments de transfert électronique de fonds a entraîné des changements structurels positifs dans l'industrie des envois de fonds. La diffusion de ces changements est toutefois freinée par l'imprécision de certaines réglementations essentielles (notamment celles qui régissent le blanchiment d'argent et autres délits financiers). Les frais d'envoi de fonds ont diminué, mais pas suffisamment, notamment dans les couloirs Sud-Sud.

Tableau 1. Les envois de fonds à destination des pays en développement devraient atteindre 240 milliards de dollars en 2007 - (milliards de dollars)

<i>ENTRÉES</i>	2002	2003	2004	2005	2006	2007e	Variation 2006-07	Variation 2002-07
Pays en développement	116	144	161	191	221	240	8 %	107 %
Asie de l'Est et Pacifique	29	35	39	47	53	58	10 %	97 %
Europe et Asie centrale	14	17	21	29	35	39	10 %	175 %
Amérique latine et Caraïbes	28	35	41	49	57	60	6 %	115 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	15	20	23	24	27	28	7 %	86 %
Asie du Sud	24	30	29	33	40	44	10 %	81 %
Afrique subsaharienne	5	6	8	9	10	11	5 %	116 %
Pays à faible revenu	32	39	40	46	56	60	9 %	88 %
Pays à revenu intermédiaire	84	105	121	145	166	179	8 %	114 %
Tranche inférieure	55	68	76	90	102	112	10 %	103 %
Tranche supérieure	29	37	45	55	63	67	6 %	136 %
Pays de l'OCDE à revenu élevé	53	60	67	68	72	74	3 %	40 %
Pays à faible revenu non membres de l'OCDE	1	2	3	4	4	4	1 %	298 %
Monde	170	206	231	263	297	318	7 %	87 %
<i>SORTIES</i>	2002	2003	2004	2005	2006		Variation 2005-06	Variation 2002-06
Pays en développement	20	24	31	36	44		23 %	226 %
Pays de l'OCDE à revenu élevé	88	100	113	124	136		10 %	64 %
Pays à faible revenu non membres	23	23	22	24	27		15 %	20 %
Monde	131	147	166	183	207		13 %	74 %

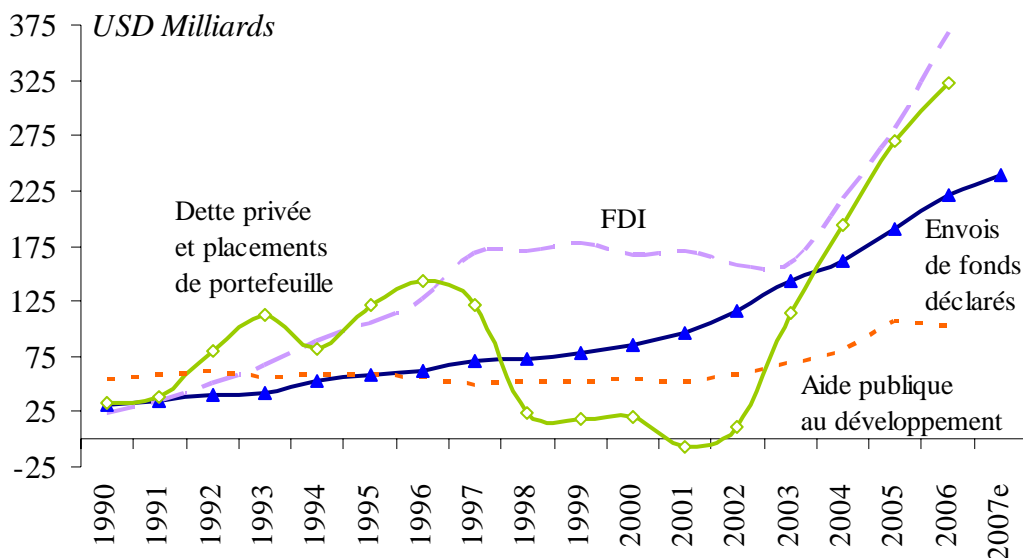
¹ Les auteurs tiennent à remercier Andrew Burns, Uri Dadush, Raul Hernandez-Coss, Sonia Plaza et Donald Terry pour leurs précieuses observations.

Sources : Pour 2006 et les années précédentes, calculs des auteurs basés sur l'Annuaire des statistiques de balance des paiements (FMI, 2007). Pour 2007, estimations basées sur la même source et sur les données publiées par les banques centrales, les organismes statistiques nationaux et les services de la Banque mondiale. Les envois de fonds sont définis comme la somme des envois de fonds des travailleurs à l'étranger, de la rémunération des salariés et des transferts des migrants – voir www.worldbank.org/prospects/migrationandremittances pour les définitions des données et la base de données complète.

Les envois de fonds à destination des pays en développement devraient atteindre 240 milliards de dollars en 2007

À l'échelle mondiale, les envois de fonds devraient se chiffrer à 318 milliards de dollars pour 2007 (tableau 1). Sur ce montant total, les fonds rapatriés dans les pays en développement devraient dépasser 240 milliards de dollars en 2007, ce qui représente une augmentation par rapport à 2006 (221 milliards de dollars) et plus du double du montant enregistré en 2002. Il s'agit uniquement des envois de fonds officiellement déclarés – il y a tout lieu de penser que le montant réel est beaucoup plus élevé si l'on tient compte des envois de fonds non déclarés qui sont effectués par des voies officielles et non officielles². Les envois de fonds déclarés représentent plus du double de l'aide publique et près des deux tiers de l'investissement étranger direct dans les pays en développement. Les envois de fonds constituent également la principale source de financement extérieur pour de nombreux pays pauvres et une source de devises relativement régulière pour les pays en développement (figure 1).

Figure 1. Envois de fonds et apports de capitaux dans les pays en développement



Sources : *Global Economic Prospects 2006 : Economic Implications of Remittances and Migration* (Banque mondiale), *World Development Indicators 2007*, and *Global Development Finance 2007*.

² Selon un rapport récent du FIDA (*Sending Money Home*, octobre 2007 – à ne pas confondre avec le site Web sendmoneyhome.org du DFID), les envois de fonds vers les pays en développement ont atteint quelque 300 milliards de dollars en 2006. Ce chiffre correspond approximativement à l'estimation antérieure de la Banque mondiale de 208 milliards de dollars (l'estimation actuelle est de 221 milliards de dollars) pour les envois déclarés en 2006, auxquels il faut ajouter les envois non déclarés. Il y a cependant des différences entre les deux bases de données. Le rapport du FIDA semble tenir compte, dans certains cas, des versements effectués par les particuliers à des fins commerciales et de placement. Dans ce rapport, les envois de fonds sont généralement calculés en multipliant le nombre de migrants (qui est tiré d'une base de données sur les migrations bilatérales établie pour le modèle d'équilibre général) par le montant moyen des envois de fonds tiré d'enquêtes légères qui ne sont pas toujours représentatives à l'échelle nationale. Ces différences montrent une fois encore qu'il importe au plus haut point d'améliorer les données sur les envois de fonds.

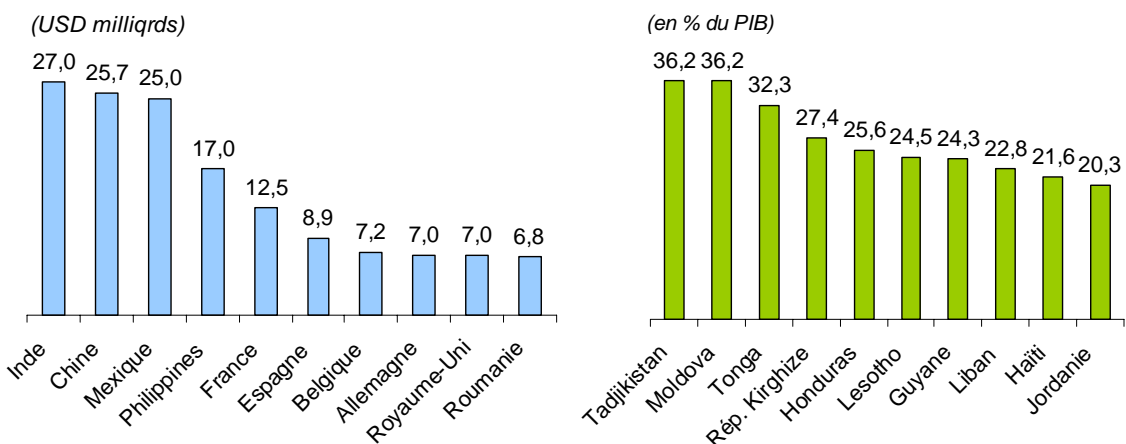
La présente note décrit les tendances générales, par région et par pays, dans les flux d'envois de fonds à l'échelle mondiale et met en lumière certains des changements structurels susceptibles d'influer sur ces flux. Les principaux points à relever sont les suivants :

- Les envois de fonds en Amérique latine et dans les Caraïbes ont ralenti à la suite de l'affaiblissement de l'économie américaine et de l'application plus rigoureuse de la législation concernant l'immigration. Les envois de fonds continuent cependant d'augmenter régulièrement à la faveur de la croissance robuste en Europe et en Asie.
- L'utilisation récente du téléphone portable et d'instruments de transfert électronique de fonds a entraîné des changements structurels positifs dans l'industrie des envois de fonds qui pourraient avoir des effets sensibles sur les envois de fonds à destination des régions jusqu'à présent mal desservies.
- La diffusion de ces changements structurels est toutefois freinée par l'imprécision de certaines réglementations essentielles (notamment celles qui régissent le blanchiment d'argent et autres délits financiers).
- Les frais d'envoi de fonds ont diminué, mais pas suffisamment, notamment dans les couloirs Sud-Sud.

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes reste le principal destinataire des envois de fonds (déclarés). La croissance des envois de fonds dans la région a cependant ralenti au cours des derniers mois (voir ci-après). Les envois de fonds à destination de l'Europe et de l'Asie centrale ont affiché la croissance la plus rapide des six régions en développement, ce qui est imputable en grande partie à la révision à la hausse des données concernant certains pays. Les envois de fonds les plus importants en pourcentage du PIB reviennent à la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Les envois de fonds en Afrique subsaharienne sont fortement sous-estimés en raison d'importantes lacunes dans les données de nombreux pays.

En 2007, l'Inde, le Mexique et la Chine seront probablement les trois principaux bénéficiaires des envois de fonds, avec près d'un tiers du montant total des fonds rapatriés dans les pays en développement. Plusieurs pays à revenu élevé figurent également parmi les dix premiers pays destinataires, notamment la France, l'Espagne et le Royaume-Uni. Dans ces trois pays, les envois de fonds (qui proviennent pour l'essentiel des autres pays européens à revenu élevé) représentaient cependant tout au plus 0,5 % environ du PIB en 2007. En revanche, dans de nombreux pays plus modestes sur le plan économique, comme le Tadjikistan, Moldova, Tonga, la République kirghize et le Honduras, les envois de fonds représentaient plus d'un quart du PIB (figure 2).

Figure 2 : Principaux destinataires des envois de fonds



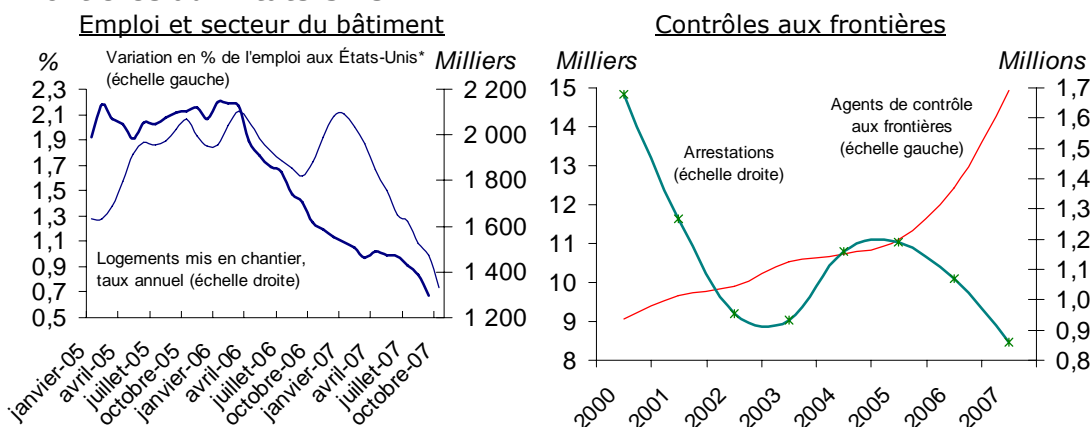
Sources : Voir tableau 1.

Plusieurs pays, notamment l'Indonésie, la Roumanie, le Tadjikistan et l'Azerbaïdjan, ont révisé à la hausse leurs données sur les envois de fonds pour les dernières années. Certains pays (le Liban, par exemple) pour lesquels les données étaient incomplètes ont commencé à publier des rapports réguliers sur les envois de fonds. Les données sur les envois de fonds à destination et en provenance de nombreux pays, y compris des pays développés comme le Canada, demeurent cependant incomplètes³.

Ralentissement des flux d'envois de fonds entre les États-Unis et l'Amérique latine

Bien que les envois de fonds à destination de l'Amérique latine et des Caraïbes aient continué à augmenter en 2007, notamment au Mexique, leur croissance a sensiblement ralenti, ce qui met en question leur viabilité à long terme. Les envois de fonds à destination du Mexique n'ont progressé que de 1,4 % en valeur annuelle durant les neuf premiers mois de 2007, contre une croissance annuelle supérieure à 20 % durant la période 2002-2006. Ce ralentissement au Mexique est attribuable en partie à l'apathie du marché du travail aux États-Unis, notamment dans le secteur du bâtiment (figure 3)⁴. Un autre important facteur de ralentissement pourrait être le renforcement des contrôles aux frontières et la montée des mouvements anti-immigration aux États-Unis. Le nombre d'arrestations le long de la frontière entre les États-Unis et le Mexique a diminué de près de 50 % depuis 2000, ce qui donne à penser que le nombre des étrangers qui tentent d'entrer illégalement aux États-Unis a diminué (figure 3). Le nombre de migrants n'a peut-être pas beaucoup diminué, mais les récents efforts de contrôle de l'immigration semblent avoir réduit le nombre de migrants saisonniers et leur capacité de rapatrier des fonds dans leur pays, notamment par les filières officielles.

Figure 3 : Contraction du marché de l'emploi et renforcement des contrôles aux frontières aux États-Unis



* Taux de croissance annualisé de la moyenne mobile sur 3 mois de l'emploi aux États-Unis.

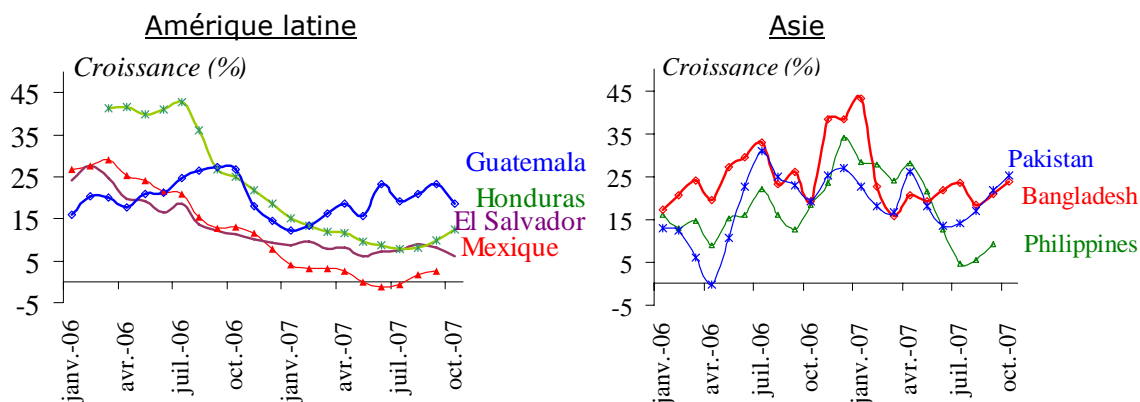
³ Il est encore très difficile d'établir des données exactes sur les envois de fonds. Comme leur ont demandé les pays du G-7 en juin 2004, la Banque mondiale, le FMI et l'ONU ont chargé un groupe de travail international d'améliorer les statistiques sur les envois de fonds. Ce groupe, dénommé « Groupe Luxembourg », a recommandé d'inclure trois nouvelles rubriques – envois de fonds individuels, montant total des envois de fonds et montant total des envois de fonds et transferts aux institutions à but non lucratif desservant les ménages – dans la 6^e édition du Manuel sur la balance des paiements (BPM6). Outre la collecte de données auprès des prestataires de services d'envoi de fonds, des enquêtes nationales dans les pays destinataires et d'origine pourraient être nécessaires pour estimer le montant des envois de fonds.

⁴ En 2006, 30 % des emplois nouveaux (et 60 % des emplois nouveaux dans le bâtiment) sont allés à des Hispaniques nés à l'étranger, bien qu'ils représentent moins de 8 % des 145 millions de travailleurs aux États-Unis (Fiche d'information du Pew Hispanic Center, mars 2007).

Sources : Bureau of Labor Statistics, Current Population Survey; U.S Census Bureau; U.S Department of Homeland Security, TRAC (Syracuse University).

Le ralentissement de la croissance des envois de fonds est moins marqué en Amérique latine et dans les Caraïbes (à l'exception du Mexique). En El Salvador, les envois de fonds ont augmenté de 7,7 % en valeur annuelle au cours des dix premiers mois de 2007, contre 11 % au Honduras et 14,4 % au Guatemala (figure 4). Les meilleurs résultats en El Salvador pourraient être liés au statut de protection temporaire accordé par les États-Unis à plus de 200 000 migrants salvadoriens qui pourraient se sentir moins vulnérables au risque d'expulsion. Les migrants honduriens et nicaraguayens jouissent également, à un moindre degré, du statut de protection temporaire. Bien que les États-Unis demeurent la principale destination des migrants d'Amérique latine, il semblerait que ceux-ci se tournent également vers l'Espagne et d'autres pays européens depuis quelques années. Selon des estimations récentes, quelque 4,3 milliards de dollars d'envois de fonds en Amérique latine proviennent de l'Union européenne, dont 3 milliards de dollars en provenance de l'Espagne⁵.

Figure 4. Envois de fonds dans certains pays d'Amérique latine et d'Asie
(Croissance annualisée de la moyenne mobile des envois de fonds sur 3 mois)



Sources : Banques centrales des pays respectifs

Les pays d'Asie du Sud et de l'Est affichent une croissance robuste des envois de fonds (figure 4). En valeur annuelle, ils ont augmenté de 15 % durant les neuf premiers mois de 2007 aux Philippines, et de plus de 20 % au Bangladesh et au Pakistan. Le prix élevé du pétrole et la bonne performance économique des pays du Moyen-Orient exportateurs de pétrole contribuent à la forte demande de travailleurs saisonniers. En Inde, qui reçoit plus d'envois de fonds que tout autre pays en développement, les transferts courants privés ont augmenté de 30 % durant la première moitié de 2007.

Les nouvelles technologies d'envois de fonds ont amélioré l'accès et accru la concurrence - -

La surveillance plus étroite des transferts de fonds par les organes de contrôle a conduit l'industrie des envois de fonds à utiliser davantage les filières officielles. Mais cela signifie également qu'il y a davantage de formalités à remplir pour ouvrir un compte bancaire. Ce changement a donc été bénéfique pour les gros opérateurs de transferts de fonds. Une innovation plus récente est la possibilité d'effectuer des virements par téléphone portable

⁵ Les travailleurs expatriés de l'UE27 ont transféré quelque 20 milliards de dollars dans les pays tiers en 2006, selon un communiqué de presse d'Eurostat publié le 13 novembre 2007. L'augmentation des envois de fonds à partir de l'Europe observée ces dernières années s'explique en partie par l'appréciation de l'euro par rapport au dollar.

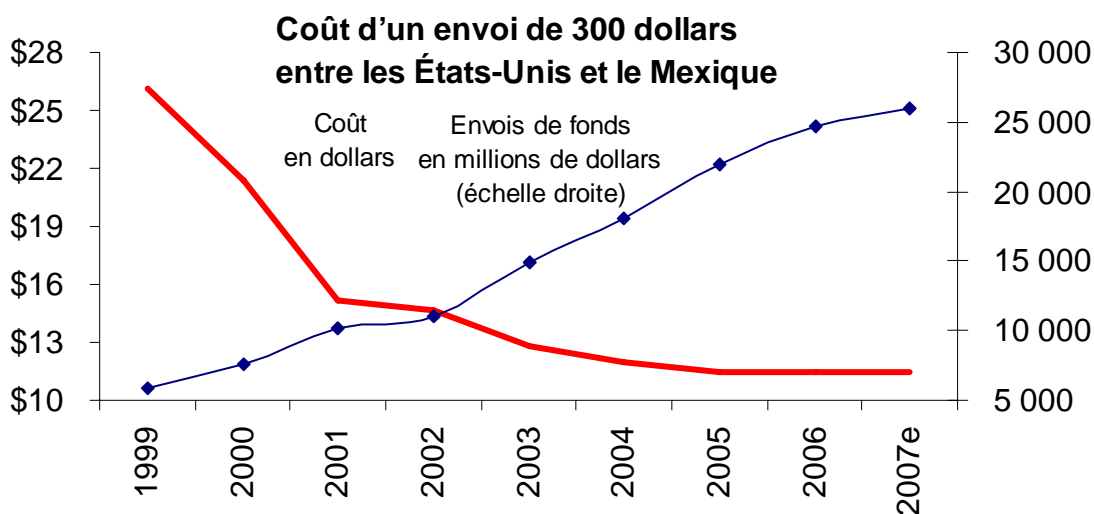
associés à des produits financiers qui a fait l'objet de plusieurs opérations pilotes. Ces changements pourraient entraîner une diminution des envois de fonds en espèces au profit des virements bancaires⁶.

Les services bancaires itinérants et les partenariats avec les compagnies de téléphonie mobile pourraient permettre à des millions de personnes vivant dans des régions rurales isolées d'avoir accès aux services d'envoi de fonds. Aux Philippines, les systèmes G-Cash et SMART permettent d'utiliser le téléphone portable pour déposer de l'argent, faire des achats à crédit et effectuer des virements. Au Kenya, Safaricom, une filiale de Vodaphone, a lancé un service bancaire itinérant M-Pesa (ce qui signifie « argent mobile » en swahili). Vodaphone a également lancé, en collaboration avec Citigroup, un projet pilote d'envois de fonds internationaux du Royaume-Uni vers le Kenya par téléphone portable. En Inde, Visa s'est associé avec plusieurs grandes banques commerciales pour offrir un service de transfert de fonds d'une carte à une autre par téléphone portable. Western Union et l'Association GSM ont également annoncé un projet pilote d'envoi de fonds par téléphone portable.

--- mais les frais d'envoi de fonds demeurent élevés, notamment dans les couloirs Sud-Sud

Dans le couloir États-Unis - Mexique, l'un des plus grands couloirs d'envoi de fonds, le coût moyen d'un envoi de fonds a diminué de près de 55 % entre 1999 et 2004, bien que cette tendance semble s'être stabilisée au cours des dernières années (figure 5). Si les coûts d'envoi de fonds dans le sens Nord - Sud ont accusé une baisse, ils restent néanmoins élevés pour les fonds envoyés à partir des pays en développement, qui accueillent près de la moitié des migrants d'autres pays en développement (figure 6).

Figure 5 : Le coût moyen d'un envoi de fonds s'est stabilisé dans le couloir États-Unis - Mexique

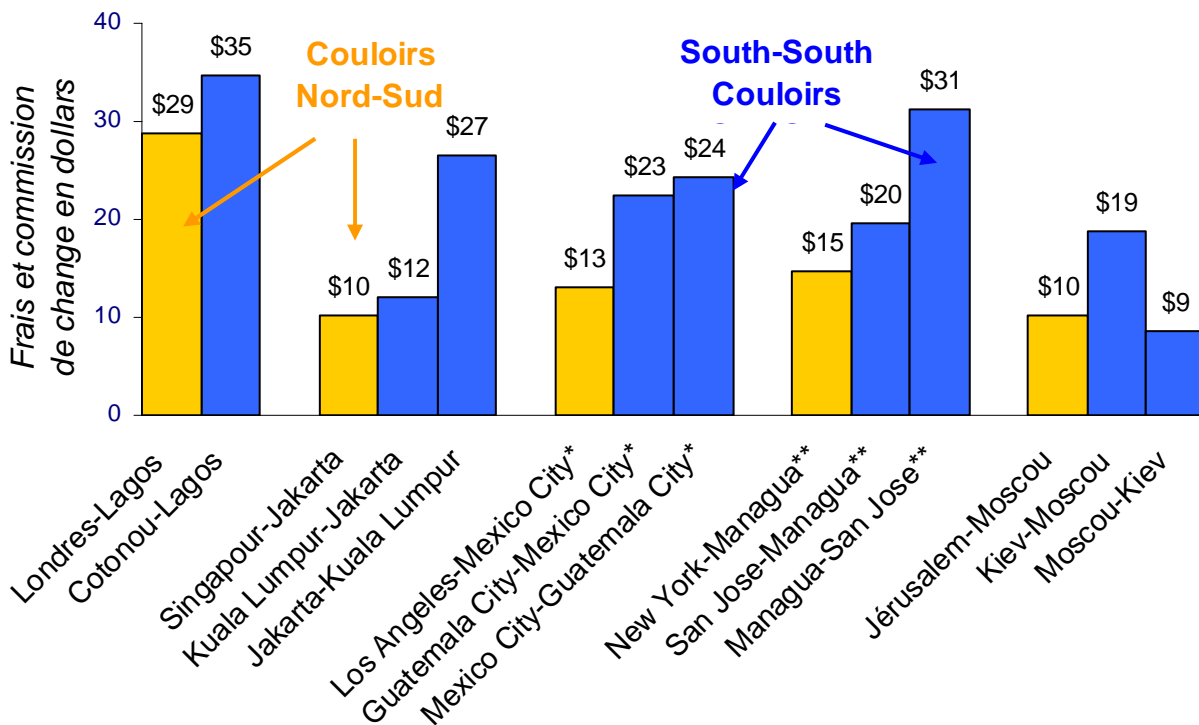


Source : Profeco 1999-2005 ; Conducef 2006-07

⁶ Les envois de fonds par virement bancaire peuvent contribuer à une plus grande mobilisation de l'épargne et à une meilleure corrélation entre l'épargne disponible et les possibilités d'investissement, ce qui se traduirait par une intensification des circuits financiers. Les services d'envoi de fonds sont souvent fournis gratuitement ou à peu de frais (comme « produit d'appel ») par les banques aux migrants qui font appel à leurs services de dépôt, de crédit ou autres services financiers. Au Mexique, en El Salvador, en Inde et aux Philippines, les banques accordent des prêts transnationaux à la consommation ou au logement. Le Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit propose des services financiers supplémentaires aux clients qui font des versements.

Figure 6 : Les frais d'envoi de fonds restent élevés dans le couloir Sud-Sud

(Coût d'un envoi de 200 dollars)



Source : « South-South Migration and Remittances ». Dilip Ratha et William Shaw (2007)

Il semblerait que la réglementation concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme soit devenue un obstacle à la réduction des coûts d'envoi de fonds, notamment pour les petits prestataires de services d'envoi de fonds qui doivent passer par des correspondants bancaires. Ces mesures sont également contraignantes pour les banques et les compagnies de téléphonie mobile qui envisagent de proposer des services de transferts internationaux et des services bancaires itinérants. Il est temps que les décideurs trouvent les moyens d'harmoniser les systèmes de réglementation des télécommunications et des services financiers.

Les *Abrégés sur la migration et le développement* sont des notes de synthèse établies à l'intention des services de la Banque mondiale qui s'intéressent aux questions touchant les migrations, les envois de fonds et le développement. Les contributions sont vivement encouragées. Les vues exprimées n'engagent que les auteurs et non pas le Groupe de la Banque mondiale. On trouvera les données les plus récentes disponibles sur les envois de fonds ainsi que d'autres renseignements utiles sur le site Web www.worldbank.org/prospects/migrationandremittances. Pour tout commentaire ou pour être ajouté à la liste d'envoi ou en être rayé, prière de s'adresser à Dilip Ratha à l'adresse dratha@worldbank.org.